

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### LOIS DU PAYS

**LOI DU PAYS n° 2009-6 du 1er avril 2009 définissant un régime fiscal incitatif en faveur de la réévaluation des actifs des entreprises.**

NOR : SCD0903069LP

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Le code des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le deuxième alinéa du paragraphe 2° de l'article LP. 115-1 est abrogé et remplacé par un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

"L'élément I du ratio C représente la valeur nette des immobilisations fiscalement amortissables par nature après déduction de l'éventuelle provision spéciale de réévaluation constituée en application de l'article LP. 119-18, installées en Polynésie française et qui sont inscrites au bilan ou exploitées en vertu d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location d'une durée au moins égale à cinq années." ;

2° Il est inséré, sous l'intitulé "Réévaluation des immobilisations", un article LP. 119-18 rédigé ainsi qu'il suit :

"I - Les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés qui procèdent à une réévaluation de l'ensemble des immobilisations figurant à leur bilan sont exonérées d'impôt sur les sociétés à raison de cette opération dans les conditions exposées ci-après.

II - Les personnes morales exonérées sont celles qui exercent une activité commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou libérale.

La réévaluation doit être effectuée dans les écritures des exercices clos en 2009 ou en 2010 et conformément au dernier alinéa de l'article L. 123-18 du code de commerce.

III - Les immobilisations sont réévaluées en fonction de l'utilité que leur possession présente pour l'entreprise au jour de la réévaluation, à leur coût estimé d'acquisition ou de reconstitution en l'état. Toutefois, la réévaluation des immobilisations amortissables est effectuée dans la limite de

plafonds déterminés par application aux cumuls des amortissements comptabilisés de pourcentages représentatifs de leur ancienneté (voir annexe).

Par dérogation au mode de calcul prévu à l'alinéa précédent, les immeubles totalement amortis à la date de réévaluation peuvent être réévalués dans la limite de 40 % de leur valeur d'origine.

IV - L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est inscrit, en franchise d'impôt sur les sociétés, en réserve de réévaluation figurant au passif du bilan. Cette réserve n'est pas distribuable.

Elle est incorporée au capital moyennant le paiement d'un droit fixe d'enregistrement.

L'écart de réévaluation des immobilisations amortissables est inscrit, en franchise d'impôt sur les sociétés, en provision spéciale figurant au passif du bilan.

A compter de l'exercice de réévaluation, les annuités d'amortissement sont calculées à partir des valeurs résultant de la réévaluation. La provision spéciale visée à l'alinéa précédent est rapportée aux résultats des exercices concernés dans les conditions suivantes :

- pour ce qui concerne les plus-values de réévaluation des actifs amortissables selon le régime linéaire prévu par l'article D. 118-7, par fractions annuelles égales, pendant la durée résiduelle d'amortissement appréciée à la date de la réévaluation ;
- pour ce qui concerne les plus-values de réévaluation des actifs amortissables selon le régime dégressif prévu par les articles D. 118-8 à D. 118-11, par fractions annuelles dont chacune est calculée dans les mêmes conditions et au même taux que l'annuité correspondante d'amortissement. Ce taux ne peut excéder celui que l'entreprise eût été autorisée à pratiquer en l'absence de réévaluation.

Toutefois, les amortissements calculés sur les valeurs résultant de la réévaluation ne sont admis au régime des amortissements réputés différés que pour la fraction qui excède le montant de la provision spéciale rapporté au résultat de l'exercice.

V - En cas de cession d'une immobilisation non amortissable réévaluée, la plus-value ou la moins-value est calculée, au plan fiscal, à partir de sa valeur qui était inscrite au bilan avant la réévaluation.

En cas de cession d'une immobilisation amortissable réévaluée, la fraction résiduelle de la provision spéciale correspondant à l'élément cédé est rapportée aux résultats de l'exercice de la cession. La plus-value ou moins-value de cession est calculée, au plan fiscal, à partir de la valeur réévaluée.

Il est tenu compte du rapport de la provision spéciale prévue à l'alinéa précédent pour le calcul des plus-values visées par les régimes spéciaux d'imposition des articles D. 113-6 et D. 113-7.

VI - Sont exclus du droit à réévaluation en franchise d'impôt sur les sociétés :

- les véhicules de tourisme, bateaux de plaisance, yachts et aéronefs, sauf ceux dont l'exploitation constitue l'objet même de l'activité de l'entreprise ;
- les résidences d'agrément ainsi que tout actif servant au logement du personnel ou des dirigeants, à l'exception des logements de gardiens indispensables à la sécurité des locaux d'exploitation.

VII - Les personnes morales qui procèdent à la réévaluation de leurs immobilisations en application du présent article sont tenues de joindre à la déclaration de résultats déposée au service des contributions au titre de l'exercice de la réévaluation :

- un état détaillé de la provision spéciale constituée dans le cadre de la réévaluation des immobilisations amortissables ;
- un rapport particulier émis soit par un expert-comptable choisi au sein de la liste des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, soit par un professionnel choisi parmi la liste des experts judiciaires près de la cour d'appel de Papeete. Ce rapport détaillera les modalités pratiques de réévaluation ainsi que les valeurs résultant de la réévaluation par catégorie d'immobilisations. Son auteur attestera la régularité des opérations de réévaluation."

3° Il est créé un article LP. 214-6 rédigé ainsi qu'il suit :

"Par dérogation aux articles D. 214-2 et D. 214-3, la plus-value résultant de la réévaluation de biens effectuée en application de l'article LP. 119-18 du présent code n'est pas prise en compte dans la valeur locative servant de base au calcul du droit proportionnel pour l'année de la réévaluation et les trois années suivantes.

Les dispositions du premier alinéa sont applicables aux personnes physiques et morales passibles de l'impôt sur les transactions sous réserve, d'une part, que la réévaluation des immobilisations soit effectuée dans les écritures des exercices clos au plus tard en 2010 et conformément au dernier alinéa de l'article L. 123-18 du code de commerce et, d'autre part, qu'elles joignent à la déclaration de chiffre d'affaires déposée au service des contributions au titre de l'exercice de réévaluation, un rapport particulier émis soit par un expert-comptable choisi au sein de la liste des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, soit par un professionnel choisi parmi la liste des experts judiciaires près de la cour d'appel de Papeete. Ce rapport détaillera les modalités pratiques de réévaluation ainsi que les valeurs résultant de la réévaluation par catégorie d'immobilisation établies par des experts judiciaires près la cour d'appel de Papeete. L'auteur de ce rapport attestera la régularité des opérations de réévaluation."

4° Il est créé un article LP. 223-4 rédigé ainsi qu'il suit :

"La plus-value résultant de la réévaluation d'une propriété effectuée en application de l'article LP. 119-18 du présent code, n'est pas prise en compte dans la valeur locative servant de base au calcul de l'impôt foncier sur les propriétés bâties pour les trois années suivant celle de la réévaluation.

Les dispositions du premier alinéa sont applicables aux propriétaires, personnes physiques et morales passibles de l'impôt sur les transactions, sous réserve, d'une part, que la réévaluation des immobilisations soit effectuée dans les écritures des exercices clos au plus tard en 2010 et conformément au dernier alinéa de l'article L. 123-18 du code de commerce et, d'autre part, qu'elles joignent à la déclaration de chiffre d'affaires déposée au service des contributions au titre de l'exercice de réévaluation, un rapport particulier émis soit par un expert-comptable choisi au sein de la liste des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, soit par un professionnel choisi parmi la liste des experts judiciaires près de la cour d'appel de Papeete. Ce rapport détaillera les modalités pratiques de réévaluation ainsi que les valeurs résultant de la réévaluation par catégorie d'immobilisation établies par des experts judiciaires près la cour d'appel de Papeete. L'auteur de ce rapport attestera la régularité des opérations de réévaluation."

Art. LP. 2. — Les réserves de réévaluation constituées par les personnes morales en application de l'article LP. 119-18 du code des impôts sont incorporées au capital moyennant le paiement d'un droit fixe d'enregistrement de 2 500 F CFP.

Art. LP. 3. — Les dispositions de l'article LP. 1er sont applicables aux opérations de réévaluation effectuées au titre des exercices clos entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi du pays et le 31 décembre 2010.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,  
ministre de l'aménagement  
et du développement des communes,*  
Antony GEROS.

*Le ministre  
de la solidarité, de l'habitat  
et de la famille,*  
Armelle MERCERON.

*Le ministre  
de l'économie et des finances,*  
Georges PUCHON.

#### Travaux préparatoires :

- avis n° 1-2008 HCPF du 14 janvier 2008 du haut conseil de la Polynésie française ;
- arrêté n° 147 CM du 28 janvier 2009 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission des finances les 2 février et 4 mars 2009 ;
- rapport n° 9-2009 du 6 mars 2009 de M. Jean-Christophe Bouissou, rapporteur du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 26 mars 2009 ; texte adopté n° 2009-2 APF du 26 mars 2009.

## Plafonds de réévaluation en franchise fiscale

Année de la réévaluation après acquisition	Durée d'amortissement en années						
	3	5	7	10	15	20	25
1 an	15,00%	25,00%	45,00%	60,00%	75,00%	85,00%	95,00%
2 ans	7,50%	15,00%	35,00%	55,00%	67,50%	75,00%	92,50%
3 ans	0,00%	10,00%	25,00%	50,00%	60,00%	70,00%	90,00%
4 ans		5,00%	15,00%	45,00%	52,50%	65,00%	87,50%
5 ans		0,00%	10,00%	35,00%	45,00%	60,00%	85,00%
6 ans			5,00%	25,00%	37,50%	57,50%	82,50%
7 ans			0,00%	15,00%	30,00%	55,00%	80,00%
8 ans				10,00%	25,00%	57,50%	77,50%
9 ans				5,00%	20,00%	55,00%	75,00%
10 ans				0,00%	15,00%	50,00%	72,50%
11 ans					10,00%	45,00%	70,00%
12 ans					7,50%	40,00%	67,50%
13 ans					5,00%	35,00%	65,00%
14 ans					2,50%	30,00%	60,00%
15 ans					0,00%	25,00%	55,00%
16 ans						20,00%	50,00%
17 ans						15,00%	45,00%
18 ans						10,00%	40,00%
19 ans						5,00%	35,00%
20 ans						0,00%	30,00%
21 ans							25,00%
22 ans							20,00%
23 ans							12,50%
24 ans							5,00%
25 ans							0,00%

Méthodologie : En fonction de la durée d'amortissement du bien et du nombre d'années d'amortissements pratiquées, le plafond de réévaluation est représenté par le produit des amortissements déjà comptabilisés pour ce bien multiplié par le pourcentage correspondant dans le tableau.

Exemple : Un immeuble d'une valeur de 2.500 a été acquis en 1998 et il est amortissable sur 25 ans. En fin 2009, 12 ans après l'acquisition il a été pratiqué 1.200 d'amortissements. Le plafond de réévaluation est égal à  $1.200 \times 67,5 \% = 810$

A titre dérogatoire, la réévaluation des immobilisations amortissables acquises à l'issue d'une période de défiscalisation peut être effectuée, dans le respect des plafonds sus exposés, sur la base d'une ancienneté qui intègre la durée de la location initiale induite par la mise en œuvre du dispositif de défiscalisation. Le calcul des amortissements par suite de la réévaluation tiendra donc compte des amortissements initialement pratiqués par le bailleur, dans la limite de la somme des loyers pratiqués pendant la période de défiscalisation.